

# Analyse macro-sectorielle des effets d'une hausse de la TVA

Mai 2014

Luc Masure, [lm@plan.be](mailto:lm@plan.be)

# Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale. À cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales. Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)

## Publications

Publications récurrentes :

Les perspectives

Le "Short Term Update"

Planning Papers (le dernier numéro) :

*L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau fédéral du Plan.*

114 Les charges administratives en Belgique pour l'année 2012

Chantal Kegels - Février 2014

Working Papers (le dernier numéro) :

3-14 Belgische black-outs berekend. Een kwantitatieve evaluatie van stroompannes in België

Danielle Devogelaer - Mars 2014

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Dépôt légal : D/2014/7433/11

**Bureau fédéral du Plan**

Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

tél. : +32-2-5077311

fax : +32-2-5077373

e-mail : [contact@plan.be](mailto:contact@plan.be)<http://www.plan.be>

# Analyse macro-sectorielle des effets d'une hausse de la TVA

Mai 2014

Luc Masure, [lm@plan.be](mailto:lm@plan.be)

**Abstract** - Cette étude répond à une demande du CCE, en particulier de la CCS de la Construction. Il reprend les résultats sectoriels d'un rapport réalisé en 2011 par la Banque nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan, répondant à la demande du gouvernement fédéral de procéder à une étude globale d'un redéploiement fiscal visant à favoriser l'emploi et soutenir la compétitivité des entreprises. Conformément à la demande du CCE, nous commentons ici de manière détaillée les effets d'une part d'une hausse de la TVA sans autres mesures, et d'autre part ceux d'une hausse de la TVA avec une neutralisation transitoire de cette hausse sur l'indexation. Les autres mesures étudiées sont reprises en annexe, sous forme de tableaux de résultats uniquement.

**Abstract** - Deze studie is het antwoord op een vraag van de CRB, en meer bepaald van de bijzondere raadgevende commissie (BRC) voor het Bouwbedrijf. Het geeft de sectorale resultaten van een rapport uit 2011 van de Nationale Bank van België en het Federaal Planbureau dat het antwoord was op de vraag van de federale regering naar een globale studie inzake een fiscale hervorming, die als doel heeft de werkgelegenheid te bevorderen en de competitiviteit van de ondernemingen te ondersteunen. Conform het verzoek van de CRB beschrijven we in dit verslag uitvoerig de impact van enerzijds een btw-verhoging zonder bijkomende maatregelen en anderzijds een btw-verhoging met tijdelijke neutralisering van het effect van die verhoging op de indexering. De overige bestudeerde maatregelen worden vermeld in de bijlage, maar enkel in de vorm van resultatentabellen.

**Abstract** - This study was commissioned by the Central Economic Council (CEC), and more particularly by the Special Advisory Commission 'Construction'. It presents the sectoral results of a report that was produced in 2011 by the National Bank of Belgium and the Federal Planning Bureau. The federal

government had asked both institutions to conduct a comprehensive study of a fiscal reform aiming at encouraging employment and supporting business competitiveness. As requested by the CEC, we comment here in detail the impact of a VAT increase without additional measures, on the one hand, and the impact of a VAT increase with transitional neutralization of the effect of that increase on the indexation. As regards the other measures examined, tables of results are annexed.

**Jel Classification** - C3, C54, E2, E62, J3

**Keywords** - Modèle économétrique, impacts macro-sectoriels, taxation indirecte

## Table des matières

<b>Synthèse</b> .....	<b>1</b>
<b>Synthese</b> .....	<b>3</b>
<b>1. Introduction</b> .....	<b>5</b>
1.1. Contexte de l'étude .....	5
1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES .....	5
<b>2. Modalités de la hausse de la TVA</b> .....	<b>7</b>
<b>3. Principaux résultats macroéconomiques</b> .....	<b>8</b>
<b>4. Principaux résultats sectoriels</b> .....	<b>10</b>
<b>Annexe</b> .....	<b>13</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1	Principaux résultats macroéconomiques d'une hausse de la TVA - salaires bruts hors index inchangés.....	9
Tableau 2	Principaux résultats sectoriels d'une hausse de la TVA - salaires bruts hors index inchangés ..	11
Tableau 3	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales ..	14
Tableau 4	Principaux résultats sectoriels des variantes de réduction de cotisations sociales.....	15
Tableau 5	Principaux résultats macroéconomiques de variantes de financement par les taxes indirectes .....	16
Tableau 6	Principaux résultats sectoriels de variantes de financement par les taxes indirectes .....	17
Tableau 7	Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées.....	18
Tableau 8	Principaux résultats sectoriels des variantes de financement par les taxes directes et assimilées.....	19

## Liste des graphiques

Graphique 1	Effets d'une hausse de la TVA sur le volume de production des branches d'activité en t+7... ..	12
Graphique 2	Effets d'une hausse de la TVA sur l'emploi des branches d'activité en t+7 .....	12



## Synthèse

Le Conseil central de l'Économie (CCE) a demandé au Bureau fédéral du Plan (BFP) de fournir à la Commission consultative spéciale (CCS) de la Construction une analyse sectorielle des effets de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif, sur base d'une étude menée conjointement avec la BNB en 2011<sup>1</sup>. Conformément à cette demande, nous commentons ici de manière détaillée, sur le plan sectoriel, les impacts de deux formes de prélèvements fiscaux à savoir d'une part une hausse de la TVA sans autres mesures, et d'autre part une hausse de la TVA avec une neutralisation transitoire des effets de cette hausse sur l'indexation. Les effets des autres mesures étudiées dans le rapport conjoint BNB-BFP sont reprises en annexe, sous forme de tableaux de résultats uniquement.

Pour chaque variante, le choc injecté dans le modèle représente un pourcentage déterminé du PIB de la simulation de base (à savoir 0,5 % de PIB, soit environ 1,8 milliards d'euros la première année) ; le choc introduit en t est ensuite maintenu pendant toute la période de simulation, laquelle porte sur sept années. Les variantes ont été réalisées à l'aide du modèle macro-sectoriel économétrique de moyen terme HERMES. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de diverses mesures, les résultats sont donc présentés en écart par rapport à une projection de référence.

Au niveau macroéconomique, une hausse de la TVA (sans neutralisation sur l'indexation) produit un effet direct sur le niveau des prix et enclenche une spirale de hausse des prix et des salaires qui s'autoalimente via la hausse des coûts salariaux unitaires. Pour les entreprises, ces hausses des coûts se traduisent par une légère érosion de la compétitivité sur les marchés étrangers et, partant, des exportations. Les ménages, qui supportent l'essentiel de la charge de cet impôt indirect, subissent une perte de pouvoir d'achat non négligeable consécutive à la hausse des prix et aux pertes d'emplois, entraînant une diminution de la consommation privée et de leurs investissements (logements). Le tassement de la demande intérieure induit en outre une diminution des importations. Au total, le PIB à moyen terme serait réduit de 0,3 % et l'emploi baisserait de 25 000 unités.

On notera que la deuxième variante, qui introduit une neutralisation transitoire des effets de la hausse de la TVA sur l'indexation (neutralisation introduite en t), réduit l'impact de la hausse de la TVA sur les prix et les coûts, mais se traduit à moyen terme par une chute de l'activité identique à celle calculée dans la variante sans neutralisation sur l'indexation. En effet, on observe, d'une part, une stabilisation des exportations (qui ne régressent plus en raison de la moindre hausse des coûts) mais, a contrario, une baisse plus importante de la consommation privée (malgré un recul moins important de l'emploi), la non-indexation des salaires grevant davantage le revenu disponible des ménages. De même, le recul des investissements, surtout dans le logement, est plus marqué. En dépit d'une chute de l'activité identique, les pertes d'emploi dans cette variante sont moindres que dans la première.

---

<sup>1</sup> Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif, rapport au gouvernement fédéral, BNB-BFP, mai 2011, Chapitre « Variantes de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif : Bureau fédéral du Plan ».

Au niveau des branches d'activité, la hausse de la TVA a un impact négatif sur l'activité et sur l'emploi dans toutes les branches d'activité. Mais celles dont la production est davantage tournée vers la demande intérieure sont plus fortement touchées. Ainsi, à moyen terme, le recul du volume de production (par rapport à la simulation de référence) se monte à 0,60 % dans la branche Crédit et assurances, à 0,52 % dans la branche Energie, à 0,51 % dans la Construction et à 0,42 % dans l'industrie des Biens de consommation. Le recul est identique, voire plus net, dans la variante avec neutralisation transitoire des effets de la hausse de la TVA sur l'indexation pour ces mêmes branches, à l'exception des Biens de consommation. La combinaison d'une hausse des coûts salariaux unitaires et d'une baisse sensible de la demande intérieure est particulièrement dommageable pour ces branches d'activité.

Pour les branches d'activité tournées davantage vers le commerce extérieur, les impacts négatifs sur leur volume de production sont moins prononcés. En effet, même si elles connaissent également une hausse de leurs coûts salariaux unitaires, leur marché (le volume du commerce mondial) reste inchangé, par hypothèse, par rapport à la simulation de référence. La demande extérieure n'est pas affectée, contrairement à la demande intérieure. C'est pour ces raisons d'ailleurs que, dans la variante avec neutralisation transitoire sur l'indexation, la baisse de la production est systématiquement plus faible que dans la première variante, puisque seuls les coûts salariaux unitaires, qui augmentent moins rapidement, jouent un rôle.

En ce qui concerne les pertes d'emploi, le classement des branches d'activité est différent de celui des pertes de production. En effet, outre les effets coûts/prix et demande, s'ajoute un autre facteur explicatif, à savoir l'intensité capitalistique de la branche. Ainsi, à moyen terme, c'est dans la Construction que les pertes d'emploi sont les plus sévères (-1,07 %), suivie des Autres services marchands, Commerce et horeca, Crédit et assurances. Par contre, la branche Energie, touchée assez fortement au niveau de sa production, ne perd que 0,04 % de ses emplois par rapport à la simulation de référence. Fort logiquement, dans la variante avec neutralisation transitoire sur l'indexation, les pertes d'emploi sont moindres, mais restent quand même importantes dans la Construction (-0,71 %).

## Synthese

De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) heeft het Federaal Planbureau (FPB) gevraagd de Bijzondere Raadgevende Commissie (BRC) voor het Bouwbedrijf een sectorale analyse te bezorgen van de impact van een vermindering van de socialezekerheidsbijdragen en de alternatieve financieringsvormen, op basis van een gemeenschappelijke studie met de NBB uit 2011<sup>2</sup>. Als antwoord op dat verzoek bespreken we hier in detail de sectorale impact van twee vormen van fiscale heffing, namelijk een btw-verhoging zonder bijkomende maatregelen en een btw-verhoging met een tijdelijke neutralisering van het effect van die verhoging op de indexering. De impact van de overige bestudeerde maatregelen uit het gezamenlijk verslag (NBB-FPB) worden vermeld in de bijlage, maar enkel in de vorm van resultatentabellen.

Voor elke variant vertegenwoordigt de in het model geïnjecteerde schok een bepaald percentage van het bbp van de referentiesimulatie (namelijk 0,5% van het bbp of ongeveer 1,8 miljard euro tijdens het eerste jaar); de ingevoerde schok in  $t$  wordt vervolgens gehandhaafd over de volledige 7-jarige simulatieperiode. De varianten werden uitgewerkt aan de hand van het macrosectoraal econometrisch middellangetermijnmodel HERMES. Deze oefening heeft niet als doel resultaten in absolute niveaus te genereren, maar wel de specifieke impact van verscheidene maatregelen te meten. Bijgevolg worden de resultaten uitgedrukt in verschil ten opzichte van een referentiesimulatie.

Op macro-economisch niveau heeft een btw-verhoging (zonder neutralisering op de indexering) een rechtstreekse impact op het prijsniveau en veroorzaakt ze een spiraal van prijsstijgingen en loonsverhogingen die zichzelf in stand houdt via de groei van de loonkosten per eenheid product. Voor de ondernemingen komen die kostenverhogingen tot uiting in een lichte daling van de concurrentiepositie op de buitenlandse markten en, bijgevolg, van de uitvoer. De huishoudens, die het merendeel van die indirecte belasting dragen, ondervinden een aanzienlijk koopkrachtverlies als gevolg van de prijsstijging en het banenverlies, wat leidt tot een daling van de particuliere consumptie en van hun investeringen (woongebouwen). De daling van de binnenlandse vraag brengt bovendien een vermindering van de invoer met zich mee. In totaal zou het bbp op middellange termijn dalen met 0,3% en de werkgelegenheid afnemen met 25 000 eenheden.

De tweede variant, die een tijdelijke neutralisering van de effecten van de btw-verhoging op de indexering introduceert (neutralisering ingevoerd in  $t$ ), verkleint de impact van de btw-verhoging op de prijzen en kosten, maar leidt op middellange termijn tot een daling van de activiteit zoals in de variant zonder neutralisering op de indexering. We stellen namelijk enerzijds een stabilisering vast van de uitvoer (die niet langer daalt omdat de kostenverhoging in dit geval lager is dan in de eerste variant), maar a contrario een sterkere daling van de particuliere consumptie (ondanks een minder grote terugval van de werkgelegenheid), aangezien de niet-indexering van de lonen nog meer drukt op het beschikbaar gezinsinkomen. Zo ook is de terugval van de investeringen, vooral in woningen, meer

---

<sup>2</sup> Socialezekerheidsbijdrageverminderingen en herfinancieringsmaatregelen, rapport voor de federale regering, NBB-FPB, hoofdstuk: « Varianten de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif : Bureau fédéral du Plan », mei 2011, Federaal Planbureau.

uitgesproken. Ondanks een identieke daling van de activiteit is het werkgelegenheidsverlies in die variant geringer dan in de eerste variant.

In alle bedrijfstakken heeft de btw-verhoging een negatieve impact op de activiteit en de werkgelegenheid, maar de sectoren die meer gericht zijn op de binnenlandse vraag worden zwaarder getroffen. Op middellange termijn bedraagt de daling van het productievolume (ten opzichte van de referentiesimulatie) 0,60% in de sector Krediet en verzekeringen, 0,52% in de sector Energie, 0,51% in de Bouwsector en 0,42% in de sector van de Consumptiegoederen. De daling is identiek, en zelfs nog duidelijker, in de variant met tijdelijke neutralisering van de effecten van de btw-verhoging op de indexering voor diezelfde sectoren, met uitzondering van de Consumptiegoederen. De combinatie van stijgende loonkosten per eenheid product en een sterk dalende binnenlandse vraag is bijzonder schadelijk voor die bedrijfstakken.

Voor de sectoren die meer gericht zijn op buitenlandse handel is de negatieve impact op hun productievolume minder uitgesproken. Hoewel hun loonkosten per eenheid product groeien, blijft hun markt (wereldhandelsvolume) bij hypothese ongewijzigd ten opzichte van de referentiesimulatie. In tegenstelling tot de binnenlandse vraag, wordt de buitenlandse vraag niet getroffen. Het is overigens om die redenen dat in de variant met tijdelijke neutralisering op de indexering de productiedaling systematisch geringer is dan in de eerste variant, aangezien enkel de loonkosten per eenheid product, die minder snel stijgen, een rol spelen.

Wat het banenverlies betreft, verschilt de rangschikking van de bedrijfstakken op basis daarvan van de rangschikking op basis van productieverlies, want bovenop de kosten/prijzen- en vraageffecten speelt er nog een verklarende factor: de kapitaalintensiteit van de sector. Op middellange termijn is het banenverlies het grootst in de Bouwsector (-1,07%), gevolgd door de Overige marktdiensten, Handel en horeca en Krediet en verzekeringen. De sector Energie daarentegen, die productiegewijs vrij hard wordt getroffen, verliest slechts 0,04% van zijn banen ten opzichte van de referentiesimulatie. Logischerwijs is in de variant met tijdelijke neutralisering op de indexering het banenverlies geringer, al blijft het toch aanzienlijk in de Bouwsector (-0,71%).

# 1. Introduction

Le Conseil central de l'Économie (CCE) a demandé au Bureau fédéral du Plan (BFP) de fournir à la Commission consultative spéciale (CCS) de la Construction une analyse sectorielle des effets de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif, sur base d'une étude menée conjointement avec la BNB en 2011<sup>3</sup>. Conformément à cette demande, nous commentons ici de manière détaillée, sur le plan sectoriel, les impacts de deux formes de prélèvements fiscaux à savoir d'une part une hausse de la TVA sans autres mesures, et d'autre part une hausse de la TVA avec une neutralisation transitoire des effets de cette hausse sur l'indexation. Les effets des autres mesures étudiées dans le rapport conjoint BNB-BFP sont reprises en annexe, sous forme de tableaux de résultats uniquement.

## 1.1. Contexte de l'étude

À l'origine, le rapport présentait les principaux résultats d'une étude visant à évaluer les effets sur l'économie belge d'opérations de redéploiement de la pression fiscale et parafiscale destinées à promouvoir l'emploi et à soutenir la compétitivité des entreprises. L'étude portait plus précisément sur les effets macroéconomiques et budgétaires de diverses modalités de réduction des cotisations sociales (employeurs ou personnelles) d'une part, d'augmentation d'autres formes de prélèvements d'autre part.

Pour chaque variante, le choc injecté dans le modèle représente un pourcentage déterminé du PIB de la simulation de base (à savoir 0,5 % de PIB, soit environ 1,8 milliards d'euros la première année) ; le choc introduit en t est ensuite maintenu pendant toute la période de simulation, laquelle porte sur sept années.

Les différentes variantes ont été réalisées à l'aide du modèle macro-sectoriel économétrique de moyen terme HERMES, dans sa version de mai 2010. La projection de référence est celle d'avril 2010. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de diverses mesures, les résultats sont donc présentés en écart par rapport à une projection de référence.

## 1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES

Un modèle économétrique constitue une représentation stylisée du système économique réel basée sur la théorie économique et présentant une quantification du degré d'influence que chaque agrégat économique exerce sur les autres. Cette quantification est obtenue en recourant aux méthodes de l'inférence statistique, appliquée aux séries statistiques de la période d'observation. Le modèle économétrique ainsi construit doit être considéré comme un modèle de court-moyen terme. Il fournit un cadre d'analyse cohérent, compatible avec les comportements mis en évidence sur le passé récent, à condition d'être régulièrement actualisé et réestimé. C'est le cas du modèle HERMES qui est utilisé pour cette étude.

---

<sup>3</sup> Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif, rapport au gouvernement fédéral, BNB-BFP, mai 2011, Chapitre « Variantes de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif : Bureau fédéral du Plan ».

Le modèle HERMES est particulièrement bien adapté à l'examen des interactions entre les variables macroéconomiques et les prélèvements obligatoires. Ceux-ci, comme d'ailleurs l'ensemble des finances publiques, sont modélisés de façon détaillée. Les effets spécifiques de mesures portant sur différents types de prélèvement peuvent ainsi être pris en compte. D'une part, lorsque celles-ci affectent les prix relatifs des facteurs de production – à savoir le travail (lui-même désagrégé en trois catégories), le capital, l'énergie et la consommation intermédiaire hors énergie – le modèle simule pour chaque branche d'activité la modification progressive des choix technologiques, en tenant compte des délais d'ajustement et donc des coûts de transition; il évaluera également l'impact de la variation des coûts totaux de production sur les prix, la compétitivité et la rentabilité. D'autre part, le modèle génère les effets de demande qui découlent des modifications du revenu disponible et des prix relatifs, en tenant compte de la dynamique d'adaptation des comportements.

Un autre atout du modèle HERMES réside dans l'approche macro-sectorielle de l'économie qui est retenue. Le modèle distingue en effet 16 branches de production et peut donc étudier les effets différenciés, selon les branches considérées, de mesures de politique économique, visant notamment à réduire les coûts de certains facteurs de production et à en augmenter d'autres. Cette caractéristique du modèle est particulièrement pertinente pour répondre à la demande formulée par le CCE. En effet, la Construction est l'une des 16 branches d'activité identifiée dans le modèle. Nous pouvons donc calculer les effets des mesures testées sur la construction (comme sur les autres branches), en cohérence avec les impacts au niveau macroéconomique.

### **Formation des salaires**

En ce qui concerne la formation des salaires, différentes formes de modélisation sont possibles.

Le premier type de modélisation considère que les mesures de politique sont sans effet sur l'évolution du salaire brut horaire réel. Le taux de salaire brut hors index obtenu dans les variantes est alors identique à celui de la projection de référence. On suppose, dans ce premier scénario de formation des salaires, que la négociation salariale, encadrée par la loi de 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité, n'est pas affectée par les mesures considérées. La deuxième option de modélisation des salaires vise à tenir compte d'une possible répercussion directe des taux de prélèvement obligatoire sur la négociation salariale. Cette seconde option n'est toutefois pas retenue dans la présente étude.

### **Offre de travail inchangée**

Mentionnons également que l'hypothèse d'une offre de travail inélastique (ne dépendant donc pas de l'évolution des salaires ou de l'activité) a été posée.

La suite du texte est organisée comme suit. La deuxième section présente les modalités des différentes variantes de hausse de TVA, alors que la troisième en synthétise les principaux résultats macroéconomiques et budgétaires. Enfin, la dernière section détaille les impacts sectoriels en termes de production et d'emploi.

## 2. Modalités de la hausse de la TVA

L'ensemble des taux de TVA<sup>4</sup> est relevé de 1,4 point. Cette majoration relève, *ex ante*, le rendement de la TVA de l'équivalent de 0,5 % du PIB en t et de 0,48 % du PIB en t+7.

Une hausse des taux de TVA a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. Dans un premier temps, via l'indexation des salaires aux prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'accroissent. La compétitivité sur les marchés extérieurs se détériore. Toutefois, en raison de la baisse simultanée des importations (la demande finale est réduite) et du fait d'une certaine augmentation des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

L'impact du mécanisme d'indexation étant relativement important en cas de hausse de la TVA, nous avons également voulu tester les effets de la même hausse de la TVA (relèvement de 1,4 point de tous les taux) accompagnée d'une mesure de neutralisation de l'indexation des salaires (privés et publics) et des prestations sociales au cours de la première année d'application de la mesure. Dans ce cas, l'augmentation des coûts de production des entreprises – par rapport à la simulation de référence – est moins marquée, permettant de réduire le nombre d'emplois supprimés.

---

<sup>4</sup> En ce compris les taux réduits mais à l'exception des taux de TVA sur la consommation publique et les investissements publics.

### 3. Principaux résultats macroéconomiques

Le tableau 1 synthétise les principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement via un relèvement de la fiscalité indirecte (hausse de la TVA) selon les deux modalités retenues.

#### Activité et emploi

Une hausse de la TVA produit un effet direct sur le niveau des prix et enclenche une spirale de hausse des prix et des salaires qui s'autoalimente via la hausse des coûts salariaux unitaires. Pour les entreprises, ces hausses des coûts se traduisent par une légère érosion de la compétitivité sur les marchés étrangers et, partant, des exportations mais de manière limitée. Les ménages, qui supportent l'essentiel de la charge de cet impôt indirect, subissent une perte de pouvoir d'achat non négligeable consécutive à la hausse des prix. En effet, l'indice-santé n'intégrant pas les carburants, alcools, tabacs ..., l'indexation des salaires est inférieure à la hausse des prix provoquée par la hausse de la TVA qui affecte tous les produits. De plus, le ralentissement de l'activité économique conduit à des pertes d'emplois par rapport à la simulation de référence, ce qui dégrade également le revenu disponible des ménages. Il s'ensuit une diminution de la consommation privée et des investissements de ceux-ci (logements). Le tassement de la demande intérieure induit en outre une diminution des importations. Au total, le PIB serait réduit de 0,3 % en t+7 et l'emploi baisserait de 25 000 unités.

On notera que la deuxième variante, qui introduit une neutralisation transitoire de la hausse de la TVA sur l'indexation (neutralisation introduite en t), réduit l'impact de la hausse de la TVA sur les prix et les coûts, mais se traduit à moyen terme par une chute de l'activité identique à celle calculée dans la variante sans neutralisation sur l'indexation. En effet, on observe, d'une part, une stabilisation des exportations (qui ne régressent plus en raison de la moindre hausse des coûts) mais, *a contrario*, une baisse plus importante de la consommation privée (malgré un recul moins important de l'emploi), la non-indexation des salaires grevant davantage le revenu disponible des ménages. De même, le recul des investissements, surtout dans le logement, est plus marqué.

Dans les deux cas de figure considérés, le solde extérieur courant, exprimé en pourcentage du PIB, s'améliore de quelque 0,2 % à moyen terme, grâce à la réduction des importations (via la contraction de la demande intérieure) et à une légère amélioration des termes de l'échange.

#### Finances publiques

Les effets sur les finances publiques sont fortement liés aux mouvements de prix.

Dans les deux cas, on observe un accroissement, attendu, des recettes fiscales indirectes par rapport à la simulation de base. Dans la variante de hausse de la TVA (sans neutralisation), l'impact de l'indexation des salaires dépasse en intensité les impacts négatifs liés au recul de l'emploi (mais, en cas de neutralisation sur l'indexation en t, les impacts négatifs l'emportent largement). C'est dans la variante TVA sans neutralisation sur l'indexation que l'on observe la plus forte hausse des dépenses publiques. Celle-ci découle de l'accroissement des allocations de chômage (dû à l'augmentation du chômage) et de l'impact de l'accélération de l'inflation sur les dépenses publiques, notamment via l'indexation des

salaires du personnel des administrations publiques et l'indexation des allocations sociales. Les dépenses publiques s'accroissent de manière nettement plus limitée en cas de neutralisation sur l'indexation la première année de la simulation.

Au total, la capacité nette de financement des pouvoirs publics augmenterait à moyen terme dans une fourchette allant de 0,2 à 0,3 % du PIB.

Le gain budgétaire primaire par emploi détruit s'élève à 54 000 euros à moyen terme en cas de hausse de la TVA avec neutralisation sur l'indexation et à 26 000 euros s'il n'y a pas de neutralisation.

**Tableau 1 Principaux résultats macroéconomiques d'une hausse de la TVA - salaires bruts hors index inchangés**  
(différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	TVA			TVA et non indexation		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-0,3
Consommation privée	-0,2	-0,5	-0,6	-0,3	-0,6	-0,8
Consommation publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements dont :	-0,2	-0,4	-0,5	-0,2	-0,5	-0,6
. Logements	-0,3	-0,8	-0,7	-0,5	-1,0	-0,9
. Entreprises	-0,1	-0,3	-0,4	-0,1	-0,3	-0,5
Demande intérieure	-0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-0,4	-0,5
Exportations	-0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,0	-0,0
Importations	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,3
Déflateur consommation privée	0,8	1,1	1,1	0,7	0,9	0,9
Indice santé	0,7	1,1	1,1	0,6	0,9	0,9
Coût sal. horaire réel (entreprises)	-0,1	-0,0	-0,0	-0,7	-0,6	-0,6
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,6	0,9	0,7	0,0	0,3	0,2
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,0	0,4	0,7	0,7
Déflateur des exportations	0,1	0,2	0,2	-0,0	0,1	0,0
Emploi du secteur des entreprises						
en milliers	-4,4	-16,0	-24,9	-0,9	-8,9	-16,5
en %	-0,1	-0,4	-0,6	-0,0	-0,2	-0,4
Productivité par tête (entreprises)	-0,0	0,2	0,4	-0,1	0,0	0,2
Revenu disponible réel des ménages	-0,4	-0,5	-0,5	-0,8	-0,8	-0,8
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3
Finances publiques (en % du PIB)						
Total des recettes	0,7	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4
Total des dépenses	0,3	0,5	0,5	0,0	0,2	0,1
Capacité nette de financement	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3
Solde primaire	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2
Dettes publiques totales	-0,4	-1,1	-1,8	-0,4	-1,3	-2,3
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	292	50	26	1719	118	54

## 4. Principaux résultats sectoriels

On l'a vu à la section précédente, la hausse de la TVA affecte particulièrement les ménages, dont le revenu disponible en termes réels est en net recul, surtout dans le cas d'une neutralisation transitoire sur l'indexation. Cela entraîne un ralentissement non négligeable de la consommation privée mais aussi des investissements en logements.

La hausse de la TVA a un impact négatif sur l'activité et sur l'emploi dans toutes les branches d'activité (tableau 2). Mais celles dont la production est davantage tournée vers la demande intérieure sont plus fortement touchées. Ainsi, à moyen terme, dans le cas de la variante sans neutralisation sur l'indexation, le recul du volume de production (par rapport à la simulation de référence) se monte à 0,60 % dans la branche *Crédit et assurances*, à 0,52 % dans la branche *Energie*, à 0,51 % dans la *Construction* et à 0,42 % dans l'industrie des *Biens de consommation*. Le recul est identique, voire plus net, dans la variante avec neutralisation transitoire sur l'indexation (neutralisation introduite en t) pour ces mêmes branches, à l'exception des *Biens de consommation*. La combinaison d'une hausse des coûts salariaux unitaires et d'une baisse sensible de la demande intérieure est particulièrement dommageable pour ces branches d'activité.

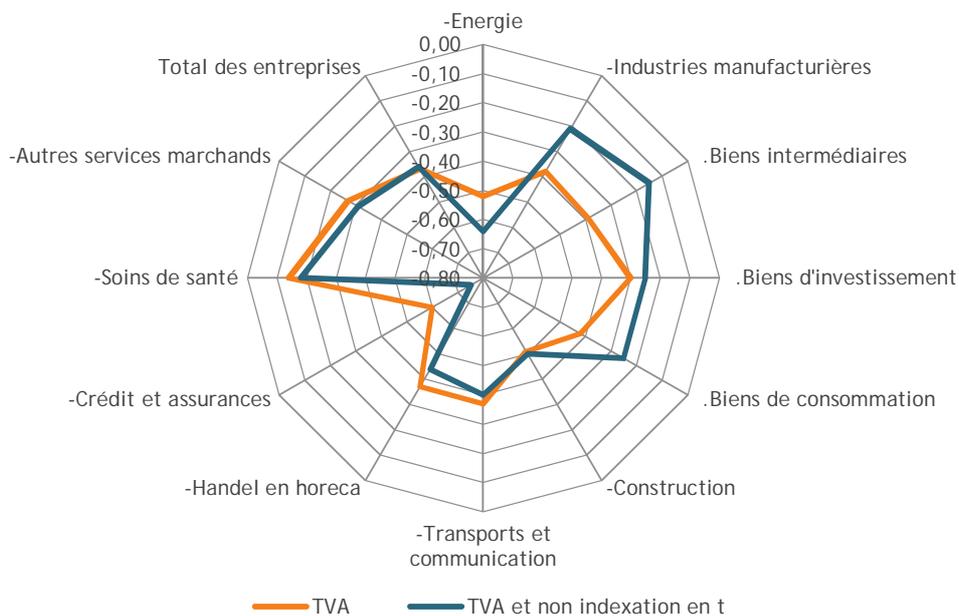
Pour les branches d'activité tournées davantage vers le commerce extérieur, les impacts négatifs sur leur volume de production sont moins prononcés. En effet, même si elles connaissent également une hausse de leurs coûts salariaux unitaires, leur marché (le volume du commerce mondial) reste inchangé, par hypothèse, par rapport à la simulation de référence. La demande extérieure n'est pas affectée, contrairement à la demande intérieure. C'est pour ces raisons d'ailleurs que, dans la variante avec neutralisation transitoire sur l'indexation, la baisse de la production est systématiquement plus faible que dans la première variante, du fait d'une moindre hausse des coûts salariaux unitaires.

En ce qui concerne les pertes d'emploi, le classement des branches d'activité est différent de celui des pertes de production. En effet, outre les effets coûts/prix et demande, s'ajoute un autre facteur explicatif, à savoir l'intensité capitalistique (versus en emploi) de la branche. Ainsi, dans la variante sans neutralisation, c'est dans la *Construction* que les pertes d'emploi sont les plus sévères (-1,07 % à moyen terme), suivie des *Autres services marchands*, *Commerce et horeca*, *Crédit et assurances*. Par contre, la branche *Energie*, touchée assez fortement au niveau de sa production, ne perd que 0,04 % de ses emplois par rapport à la simulation de référence. Fort logiquement, dans la variante avec neutralisation transitoire sur l'indexation, les pertes d'emploi sont moindres, mais restent quand même importantes dans la *Construction* (-0,71 %).

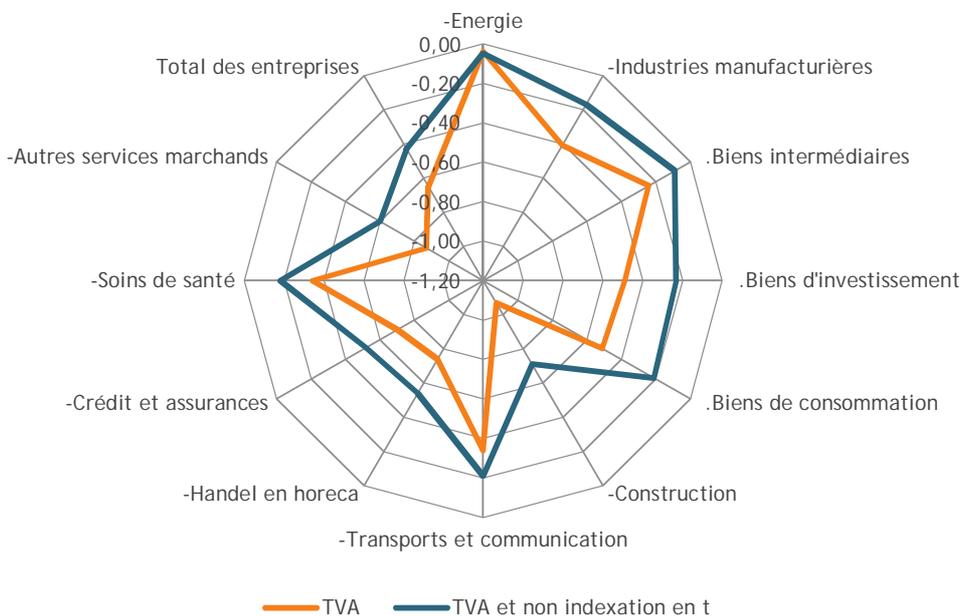
**Tableau 2 Principaux résultats sectoriels d'une hausse de la TVA - salaires bruts hors index inchangés**  
(écarts en % par rapport à la simulation de référence)

	TVA			TVA et non indexation		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
Production (aux prix de base en volume)						
-Agriculture	-0,25	-0,17	-0,11	-0,21	-0,07	0,01
-Energie	-0,12	-0,42	-0,52	-0,14	-0,48	-0,64
-Industries manufacturières	-0,17	-0,37	-0,38	-0,09	-0,23	-0,21
.Biens intermédiaires	-0,15	-0,37	-0,39	-0,04	-0,18	-0,15
.Biens d'investissement	-0,13	-0,26	-0,30	-0,09	-0,22	-0,25
.Biens de consommation	-0,21	-0,45	-0,42	-0,13	-0,30	-0,25
-Construction	-0,22	-0,58	-0,51	-0,22	-0,55	-0,50
-Transports et communication	-0,07	-0,30	-0,37	-0,08	-0,32	-0,40
-Commerce et horeca	-0,14	-0,31	-0,37	-0,15	-0,35	-0,44
-Crédit et assurances	-0,14	-0,43	-0,60	-0,17	-0,54	-0,75
-Soins de santé	-0,21	-0,17	-0,14	-0,21	-0,22	-0,18
-Autres services marchands	-0,02	-0,19	-0,27	-0,04	-0,22	-0,31
Total des entreprises	-0,12	-0,32	-0,37	-0,11	-0,31	-0,36
Emploi						
-Agriculture	-0,03	-0,14	-0,30	-0,02	-0,07	-0,11
-Energie	-0,02	-0,03	-0,04	-0,02	-0,03	-0,05
-Industries manufacturières	-0,04	-0,20	-0,41	-0,02	-0,08	-0,17
.Biens intermédiaires	-0,02	-0,12	-0,24	0,00	-0,04	-0,09
.Biens d'investissement	-0,05	-0,21	-0,49	-0,03	-0,10	-0,23
.Biens de consommation	-0,06	-0,25	-0,51	-0,03	-0,11	-0,21
-Construction	-0,41	-1,00	-1,07	-0,10	-0,61	-0,71
-Transports et communication	-0,11	-0,28	-0,34	-0,01	-0,15	-0,21
-Commerce et horeca	-0,11	-0,47	-0,74	-0,03	-0,28	-0,54
-Crédit et assurances	-0,04	-0,33	-0,70	0,00	-0,19	-0,52
-Soins de santé	-0,10	-0,23	-0,34	-0,04	-0,12	-0,18
-Autres services marchands	-0,13	-0,56	-0,87	0,00	-0,31	-0,60
Total des entreprises	-0,12	-0,43	-0,65	-0,02	-0,24	-0,43

**Graphique 1 Effets d'une hausse de la TVA sur le volume de production des branches d'activité en t+7**  
*Écart en pour cent par rapport à la simulation de référence*



**Graphique 2 Effets d'une hausse de la TVA sur l'emploi des branches d'activité en t+7**  
*Écart en pour cent par rapport à la simulation de référence*



## Annexe

Cette annexe technique reprend les résultats, sous forme de tableaux, des autres variantes figurant dans le rapport au gouvernement fédéral " Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif ", BNB-BFP de mai 2011.

Pour chaque variante étudiée, deux tableaux sont présentés ; le premier reprend les impacts macroéconomiques et budgétaires et le second les impacts sectoriels. Tous les résultats sont calculés dans un scénario salarial de salaires brut hors index inchangés.

**Tableau 3 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de réduction de cotisations sociales**  
(différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	Cot.soc.patronales Baisse non ciblée			Cot.soc.patronales Baisse ciblée bas sal.			Cot.soc.personnelles		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1
Consommation privée	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,5
Consommation publique	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,0	0,0	0,0
Investissements	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,3
Demande intérieure	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3	0,4
Exportations	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	-0,0	-0,0
Importations	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Déflateur consommation privée	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,5	-0,5	0,0	0,1	0,2
Indice santé	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,5	-0,6	0,0	0,1	0,2
Coût sal.horaire réel (entreprises)	-1,3	-1,3	-1,3	-1,4	-1,8	-2,0	-0,0	0,0	0,0
Coût salarial par unité produite (entreprises)	-1,3	-1,2	-1,0	-1,6	-1,9	-1,7	-0,0	0,0	0,2
Déflateur du PIB	-0,3	-0,5	-0,4	-0,3	-0,6	-0,7	0,0	0,1	0,2
Déflateur des exportations	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	0,0	0,0	0,1
Emploi du secteur des entreprises									
en milliers	8,9	21,6	29,0	10,8	29,3	44,6	0,8	4,4	7,0
en %	0,2	0,6	0,8	0,3	0,8	1,1	0,0	0,1	0,2
Productivité par tête (entreprises)	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	-0,5	-0,8	0,0	0,0	-0,0
Revenu disponible réel des ménages	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,6	0,6
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,1	-0,2
Finances publiques (en % du PIB)									
Total des recettes	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-0,6	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1
Total des dépenses	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3	-0,0	0,1	0,2
Capacité nette de financement	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Solde primaire	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Dettes publiques totales	0,3	1,0	1,9	0,3	1,0	2,0	0,2	1,0	1,9
Coût budgétaire primaire par emploi créé (milliers d'euros de 2010)	133	43	31	112	35	23	1331	208	129

**Tableau 4 Principaux résultats sectoriels des variantes de réduction de cotisations sociales**  
(écarts en % par rapport à la simulation de référence)

	Cot. soc. patronales Baisse non ciblée			Cot. soc. patronales Baisse ciblée bas sal.			Cot. soc. personnelles		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
<b>PRODUCTION (volumes)</b>									
Agriculture	0,20	0,35	0,30	0,25	0,46	0,48	0,08	0,11	0,05
Energy	0,10	0,26	0,29	0,05	0,15	0,12	0,11	0,26	0,38
Manufacturing industries	0,25	0,42	0,43	0,25	0,50	0,57	0,05	0,07	0,02
. Intermediary goods	0,27	0,49	0,52	0,23	0,50	0,60	0,03	0,04	-0,03
. Equipment goods	0,15	0,23	0,23	0,14	0,23	0,24	0,05	0,08	0,08
. Consumption goods	0,28	0,48	0,46	0,35	0,68	0,75	0,06	0,10	0,04
Construction	0,17	0,42	0,30	0,17	0,48	0,41	0,12	0,25	0,20
Transports and communications	0,12	0,29	0,29	0,10	0,30	0,33	0,09	0,22	0,25
Trade, hotels, restaurants, ...	0,13	0,30	0,30	0,12	0,31	0,34	0,10	0,26	0,32
Credit, insurances	0,09	0,30	0,39	0,14	0,34	0,40	0,10	0,38	0,52
Health	0,10	0,09	0,05	0,13	0,11	0,05	0,06	0,12	0,09
Other market services	0,05	0,20	0,23	0,02	0,18	0,23	0,07	0,19	0,23
Total market branches	0,14	0,31	0,31	0,13	0,33	0,36	0,08	0,19	0,20
<b>EMPLOYMENT</b>									
Agriculture	0,02	0,14	0,33	0,03	0,18	0,48	0,01	0,04	0,08
Energy	0,01	0,02	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,03
Manufacturing industries	0,07	0,29	0,57	0,07	0,33	0,74	0,01	0,03	0,01
. Intermediary goods	0,05	0,20	0,34	0,04	0,16	0,35	0,00	0,01	0,00
. Equipment goods	0,07	0,30	0,67	0,06	0,22	0,53	0,02	0,03	0,03
. Consumption goods	0,08	0,37	0,72	0,11	0,52	1,18	0,01	0,03	0,02
Construction	0,75	1,14	1,06	0,54	1,07	1,16	0,06	0,18	0,15
Transports and communications	0,25	0,39	0,41	0,29	0,52	0,59	0,02	0,05	0,06
Trade, hotels, restaurants, ...	0,21	0,58	0,79	0,37	1,07	1,60	0,03	0,15	0,27
Credit, insurances	0,10	0,47	0,83	0,03	0,25	0,55	0,00	0,10	0,26
Health	0,15	0,33	0,45	0,18	0,46	0,70	0,01	0,03	0,02
Other market services	0,35	0,83	1,03	0,44	1,12	1,57	0,03	0,20	0,32
Total market branches	0,25	0,58	0,75	0,30	0,79	1,16	0,02	0,12	0,18

**Tableau 5 Principaux résultats macroéconomiques de variantes de financement par les taxes indirectes**  
(différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	Accises			Taxe carbone		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Consommation privée	-0,3	-0,5	-0,6	-0,2	-0,4	-0,5
Consommation publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements	-0,2	-0,5	-0,5	-0,2	-0,4	-0,5
Demande intérieure	-0,2	-0,4	-0,4	-0,2	-0,3	-0,3
Exportations	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2
Importations	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3
Déflateur consommation privée	0,8	0,8	0,5	0,7	0,8	0,6
Indice santé	0,2	0,2	-0,0	0,6	0,6	0,4
Coût sal. horaire réel (entreprises)	-0,7	-0,6	-0,6	-0,2	-0,2	-0,2
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,2	0,2	-0,2	0,5	0,5	0,2
Déflateur du PIB	0,6	0,6	0,3	0,7	0,8	0,6
Déflateur des exportations	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	0,1
Emploi du secteur des entreprises						
en milliers	-1,7	-10,2	-14,4	-2,9	-11,3	-14,7
en %	-0,0	-0,3	-0,4	-0,1	-0,3	-0,4
Productivité par tête (entreprises)	-0,1	0,0	0,2	-0,0	0,1	0,2
Revenu disponible réel des ménages	-0,7	-0,7	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Finances publiques (en % du PIB)						
Total des recettes	0,5	0,3	0,2	0,7	0,6	0,4
Total des dépenses	0,1	0,2	0,0	0,3	0,3	0,2
Capacité nette de financement	0,4	0,2	0,1	0,4	0,3	0,3
Solde primaire	0,4	0,1	0,1	0,4	0,2	0,2
Dette publique totale	-0,4	-0,9	-1,3	-0,4	-1,1	-1,9
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	749	51	24	472	78	51

**Tableau 6 Principaux résultats sectoriels de variantes de financement par les taxes indirectes**  
(écarts en % par rapport à la simulation de référence)

	Accises			Taxe carbone		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
<b>PRODUCTION (volumes)</b>						
Agriculture	-0,49	-0,4	-0,27	-0,46	-0,3	-0,18
Energy	-0,71	-1,42	-1,58	-1,16	-2,54	-2,89
Manufacturing industries	-0,25	-0,34	-0,21	-0,42	-0,49	-0,37
. Intermediary goods	-0,28	-0,4	-0,21	-0,43	-0,62	-0,48
. Equipment goods	-0,24	-0,13	-0,11	-0,26	-0,25	-0,21
. Consumption goods	-0,23	-0,4	-0,28	-0,52	-0,5	-0,33
Construction	-0,27	-0,55	-0,33	-0,34	-0,63	-0,43
Transports and communications	-0,33	-0,63	-0,58	-0,34	-0,6	-0,54
Trade, hotels, restaurants,...	-0,3	-0,58	-0,58	-0,2	-0,4	-0,39
Credit, insurances	-0,25	-0,82	-0,91	-0,13	-0,5	-0,56
Health	-0,04	-0,11	-0,03	0,05	-0,04	0,02
Other market services	-0,11	-0,4	-0,41	-0,18	-0,38	-0,39
Total market branches	-0,25	-0,51	-0,47	-0,33	-0,57	-0,53
<b>EMPLOYMENT</b>						
Agriculture	-0,05	-0,18	-0,36	-0,05	-0,17	-0,33
Energy	-0,09	-0,09	-0,09	-0,15	-0,17	-0,19
Manufacturing industries	-0,05	-0,09	-0,1	-0,07	-0,08	-0,09
. Intermediary goods	-0,04	-0,09	-0,1	-0,06	-0,18	-0,27
. Equipment goods	-0,08	-0,05	-0,06	-0,07	-0,06	-0,03
. Consumption goods	-0,05	-0,12	-0,11	-0,09	-0,01	0,04
Construction	-0,15	-0,42	-0,29	-0,33	-0,65	-0,51
Transports and communications	-0,03	-0,12	-0,14	-0,07	-0,18	-0,18
Trade, hotels, restaurants,...	-0,07	-0,38	-0,61	-0,05	-0,33	-0,51
Credit, insurances	-0,01	-0,27	-0,58	-0,03	-0,25	-0,48
Health	-0,02	-0,06	-0,04	-0,02	-0,09	-0,08
Other market services	-0,02	-0,42	-0,58	-0,08	-0,47	-0,61
Total market branches	-0,05	-0,27	-0,37	-0,08	-0,3	-0,38

**Tableau 7 Principaux résultats macroéconomiques des variantes de financement par les taxes directes et assimilées**  
(différences, en %, par rapport à la simulation de base)

	IPP			ISOC			CVA <sup>5</sup>			CSG <sup>6</sup>			PM <sup>7</sup>		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7
PIB	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,3	-0,5	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4
Consommation privée	-0,2	-0,7	-0,9	-0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,2	-0,7	-0,9
Consommation publique	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements	-0,2	-0,4	-0,6	-0,2	-0,8	-1,2	-0,1	-0,3	-0,3	-0,1	-0,4	-0,6	-0,2	-1,2	-1,5
Demande intérieure	-0,2	-0,4	-0,6	-0,1	-0,2	-0,4	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-0,6	-0,8
Exportations	-0,0	0,0	0,1	-0,0	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0
Importations	-0,1	-0,2	-0,3	-0,0	-0,1	-0,2	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,3	-0,4
Déflateur consommation privée	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,2
Indice santé	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,5	0,9	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,3
Coût sal. horaire réel (entreprises)	0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coût salarial par unité produite (entreprises)	0,1	-0,1	-0,4	0,1	0,7	1,2	0,0	-0,0	-0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,2
Déflateur du PIB	-0,0	-0,1	-0,3	0,1	0,6	1,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,3
Déflateur des exportations	-0,0	-0,0	-0,1	0,1	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Emploi du secteur des entreprises															
en milliers	-1,3	-7,2	-12,1	-0,5	-4,0	-8,5	-5,0	-11,3	-13,4	-0,8	-3,5	-4,9	-1,3	-8,4	-13,1
en %	-0,0	-0,2	-0,3	-0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3	-0,3	-0,0	-0,1	-0,1	-0,0	-0,2	-0,3
Productivité par tête (entreprises)	-0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,3	-0,4	0,0	0,2	0,2	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Revenu disponible réel des ménages	-0,8	-1,0	-1,1	-0,0	-0,2	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	-0,5	-0,6	-0,8	-1,0	-1,1
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,1	0,2	0,3	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,3	0,4
Finances publiques (en % du PIB)															
Total des recettes	0,5	0,4	0,2	0,5	0,7	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3
Total des dépenses	0,0	-0,1	-0,3	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,2
Capacité nette de financement	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Solde primaire	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Dettes publiques totales	-0,4	-1,7	-3,3	-0,5	-1,9	-3,5	-0,3	-1,2	-2,4	-0,2	-0,7	-1,2	-0,4	-1,7	-3,4
Gain budgétaire primaire par emploi détruit (milliers d'euros de 2010)	1246	217	132	3511	428	188	245	100	91	2102	473	354	1236	185	132

<sup>5</sup> Cotisation sur la valeur ajoutée<sup>6</sup> Cotisation sociale généralisée<sup>7</sup> Précompte mobilier

**Tableau 8 Principaux résultats sectoriels des variantes de financement par les taxes directes et assimilées**  
(écarts en % par rapport à la simulation de référence)

	IPP			ISOC			CVA			CSG			Précompte mobilier		
	t	t+3	t+7	t	t+3	t+7									
<b>PRODUCTION</b>															
<b>(volumes)</b>															
Agriculture	-0,13	-0,2	-0,1	-0,13	-0,47	-0,72	-0,13	-0,2	-0,17	-0,09	-0,17	-0,15	-0,16	-0,28	-0,14
Energy	-0,16	-0,44	-0,66	-0,07	-0,27	-0,32	-0,07	-0,13	-0,13	-0,1	-0,27	-0,37	-0,18	-0,52	-0,69
Manufacturing industries	-0,07	-0,13	-0,04	-0,17	-0,63	-0,89	-0,15	-0,25	-0,27	-0,07	-0,16	-0,15	-0,11	-0,24	-0,1
.Intermediary goods	-0,05	-0,08	0,04	-0,21	-0,75	-1,02	-0,16	-0,28	-0,31	-0,05	-0,14	-0,12	-0,08	-0,2	0,02
.Equipment goods	-0,08	-0,14	-0,14	-0,13	-0,44	-0,61	-0,13	-0,18	-0,19	-0,07	-0,16	-0,18	-0,12	-0,26	-0,24
.Consumption goods	-0,1	-0,17	-0,08	-0,16	-0,61	-0,9	-0,16	-0,27	-0,27	-0,08	-0,18	-0,17	-0,14	-0,27	-0,14
Construction	-0,18	-0,43	-0,36	-0,15	-0,69	-0,97	-0,14	-0,26	-0,21	-0,13	-0,4	-0,44	-0,23	-1,21	-1,31
Transports and communications	-0,13	-0,38	-0,45	-0,08	-0,24	-0,32	-0,09	-0,15	-0,14	-0,09	-0,24	-0,27	-0,16	-0,47	-0,51
Trade, hotels, restaurants,...	-0,15	-0,44	-0,55	-0,07	-0,27	-0,43	-0,09	-0,16	-0,15	-0,1	-0,28	-0,35	-0,17	-0,54	-0,64
Credit, insurances	-0,15	-0,62	-0,9	-0,03	-0,01	0,33	-0,05	-0,1	-0,07	-0,09	-0,32	-0,36	-0,16	-0,64	-0,83
Health	-0,1	-0,2	-0,17	-0,03	-0,08	-0,11	-0,05	-0,04	-0,03	-0,06	-0,11	-0,1	-0,1	-0,22	-0,17
Other market services	-0,11	-0,31	-0,4	-0,04	-0,14	-0,18	-0,05	-0,11	-0,09	-0,07	-0,19	-0,23	-0,12	-0,4	-0,48
Total market branches	-0,12	-0,31	-0,36	-0,1	-0,34	-0,46	-0,1	-0,17	-0,16	-0,08	-0,22	-0,25	-0,14	-0,45	-0,47
<b>EMPLOYMENT</b>															
Agriculture	-0,01	-0,07	-0,15	-0,01	-0,13	-0,48	-0,02	-0,12	-0,29	-0,01	-0,06	-0,14	-0,02	-0,09	-0,2
Energy	-0,02	-0,03	-0,05	-0,01	-0,02	-0,03	-0,01	-0,01	-0,02	-0,01	-0,02	-0,03	-0,02	-0,04	-0,04
Manufacturing industries	-0,02	-0,04	-0,02	-0,04	-0,19	-0,41	-0,04	-0,16	-0,31	-0,01	-0,05	-0,06	-0,02	-0,02	0,15
.Intermediary goods	-0,01	-0,02	0	-0,03	-0,17	-0,38	-0,03	-0,11	-0,19	-0,01	-0,03	-0,04	-0,01	0,01	0,18
.Equipment goods	-0,03	-0,06	-0,06	-0,04	-0,19	-0,37	-0,05	-0,18	-0,37	-0,02	-0,06	-0,08	-0,04	-0,07	0,05
.Consumption goods	-0,02	-0,05	-0,03	-0,04	-0,2	-0,45	-0,05	-0,19	-0,37	-0,02	-0,05	-0,07	-0,03	-0,01	0,17
Construction	-0,1	-0,3	-0,27	-0,06	-0,42	-0,73	-0,42	-0,64	-0,63	-0,07	-0,27	-0,34	-0,12	-0,8	-1,09
Transports and communications	-0,03	-0,09	-0,11	0	-0,04	-0,08	-0,13	-0,18	-0,18	-0,02	-0,05	-0,05	-0,03	-0,1	-0,11
Trade, hotels, restaurants,...	-0,04	-0,24	-0,46	0,01	0,02	-0,07	-0,12	-0,34	-0,44	-0,02	-0,13	-0,25	-0,04	-0,27	-0,51
Credit, insurances	0	-0,16	-0,44	0,01	0,02	0,08	-0,05	-0,13	-0,18	0	0,04	0,09	0	-0,04	-0,18
Health	-0,02	-0,05	-0,05	0	0	0	-0,07	-0,16	-0,22	-0,01	-0,03	-0,04	-0,02	-0,06	-0,05
Other market services	-0,04	-0,33	-0,55	-0,02	-0,17	-0,28	-0,2	-0,42	-0,38	-0,02	-0,12	-0,12	-0,04	-0,32	-0,51
Total market branches	-0,04	-0,19	-0,31	-0,01	-0,11	-0,21	-0,14	-0,3	-0,35	-0,02	-0,09	-0,13	-0,04	-0,23	-0,34